



N° 50

Avril - Mai - Juin 2002

Bureau de dépôt :
Liège X

Introduction

Les grandes opérations de lever cadastral réalisées en Belgique au début du XIX^e siècle trouvent leur origine dans l'ambition de l'Assemblée Constituante française de mettre sur pied dès 1790 un nouveau régime d'imposition foncière sensé être équitable et proportionnel à la valeur des biens immobiliers possédés. Dès 1795, nos régions passant sous domination française, notre administration est adaptée et les acquis de la Révolution s'imposent.

Dès le début du XIX^e siècle, deux conceptions s'opposent pourtant. La première privilégie un lever de type parcellaire qui sous-entend des investissements conséquents en temps et en personnel afin d'expertiser chaque propriété au cas par cas. La seconde option propose une évaluation par bloc de cultures ou d'affectation. Un moment privilégiée et même mise en chantier, cette méthode de travail fut définitivement abandonnée à la suite de la loi du 15 septembre 1807 qui programmait la réalisation d'un lever cadastral de type parcellaire. En 1808, un règlement est adopté pour aboutir en 1811 à la publication d'un *Recueil méthodique des lois, décrets, réglemens, instructions et décisions sur le cadastre de France*. Ces documents normatifs resteront en vigueur chez nous jusqu'en 1835. Lors du passage de nos régions sous administration hollandaise, les opérations seront poursuivies. Elles ne seront clôturées que quelques années après la déclaration d'indépendance de notre pays, en 1835 pour la majorité du territoire et en 1843 pour les provinces de Luxembourg et de Limbourg.

La réalisation d'un cadastre à l'échelle d'une commune impose un certain nombre d'opérations et de collectes de données. La première étape consiste en la délimitation et parfois le bornage de la commune vis-à-vis des entités voisines. Viennent, ensuite, la constitution du canevas trigonométrique et le lever parcellaire du territoire. Parallèlement, de nombreuses procédures d'évaluation sont mises sur pied afin de définir et de classer par commune chaque nature

PREMIÈRE PARTIE : L'APPORT DES SOURCES CADASTRALES PRIMITIVES À L'ÉTUDE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL COUVINOIS COUVIN VERS 1830*

de propriété. Enfin, les opérations se concluent sur la réalisation des tableaux indicatifs primitifs et des matrices cadastrales primitives. Ceci permet de fixer en définitive le revenu cadastral afférent à chaque propriété. Signalons encore que plusieurs étapes impliquent une participation des propriétaires et des édiles locaux et que des possibilités de réclamation et de recours sont envisageables¹.

En matière de patrimoine industriel, le terrain est fertile et le terreau que constituent les sources cadastrales de bonne qualité. Bien que ces documents poursuivent comme seul objectif l'établissement du revenu net de chaque parcelle d'un territoire, ils ont été réalisés *ex nihilo* et sont ainsi le premier lever parcellaire généralisé de nos régions. Toutefois, les communes du royaume connaissent des fortunes diverses quant à la conservation de ce type d'archives. Selon les cas, la masse des documents conservés varie, de même que leurs lieux de conservation².

En ce qui concerne Couvin³, les documents sont relativement bien préservés tant à l'Administration du Cadastre à Namur qu'aux Archives de l'État à Namur⁴. Leur exploitation fournit de précieux renseignements au sujet du tissu industriel de cette petite ville au lendemain de l'Indépendance belge⁵. Nous tenterons donc de mettre en lumière l'apport d'une source particulière à la connaissance d'un patrimoine industriel aujourd'hui en partie disparu.

Couvin durant le premier tiers du XIX^e siècle

Aperçu général

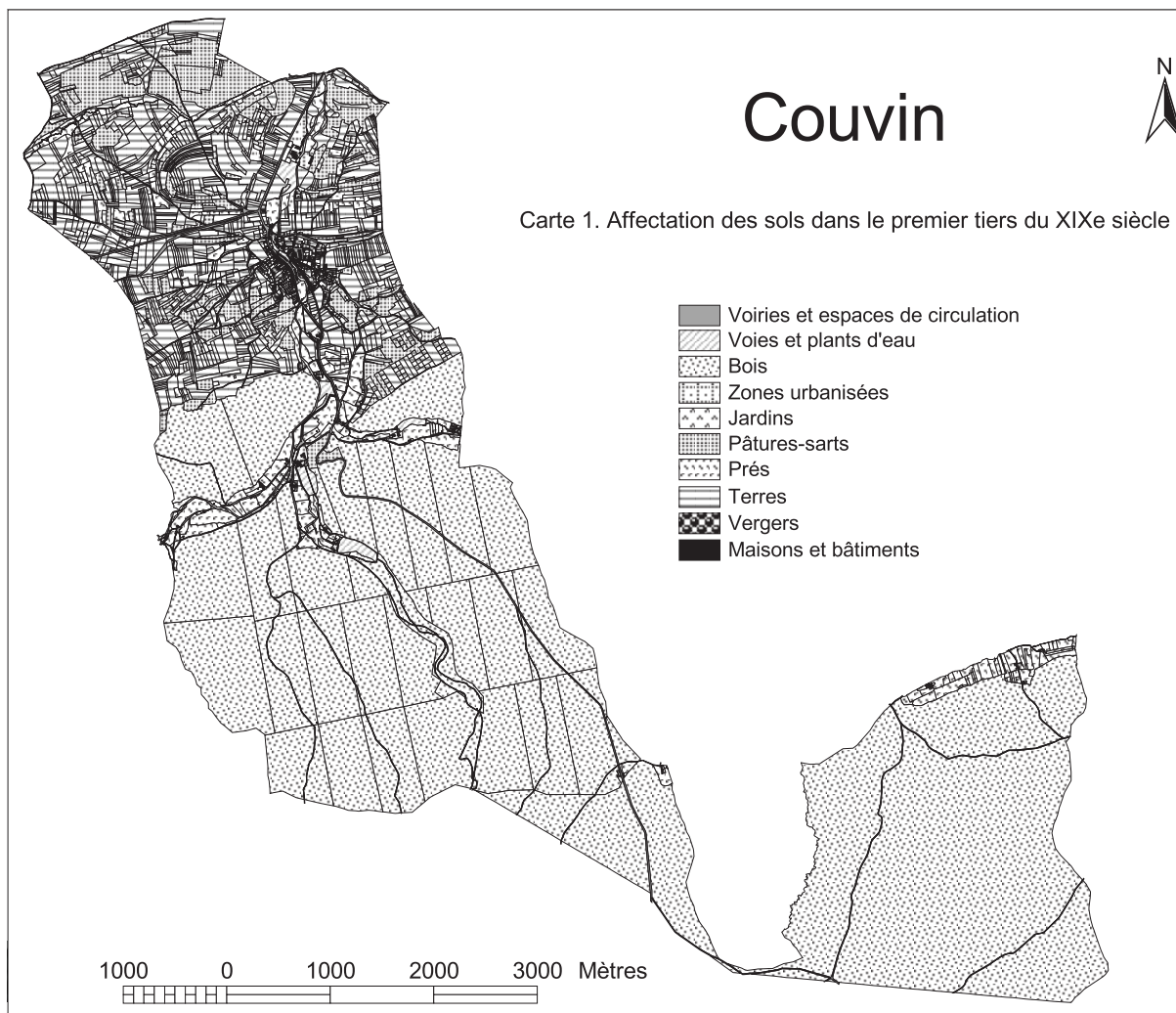
La qualité et la quantité des données traitées sous système d'information géographique (SIG) nous permettent d'étudier de manière fine l'affectation du sol de la commune de Couvin

*Illustration de couverture : en haut : vue des fours à coke, des fours à chaux et du bâtiment abritant la presse hydraulique des établissements Saint-Roch de Couvin vers 1830. En bas : vue des mêmes établissements vers 1850. A l'avant-plan, le fourneau à charbon de bois est à l'abandon tandis que les autres bâtiments sont en partie désaffectés (source : A. DREZE, *Le livre d'or de l'exposition de Charleroi en 1911*, t. II, p. 345 et 365).*

Couvin



Carte 1. Affectation des sols dans le premier tiers du XIXe siècle



dans le premier tiers du XIX^e siècle. Toutefois, nous ne fournirons ici qu'un simple aperçu des caractéristiques locales avant de nous focaliser sur l'étude du tissu industriel de la commune.

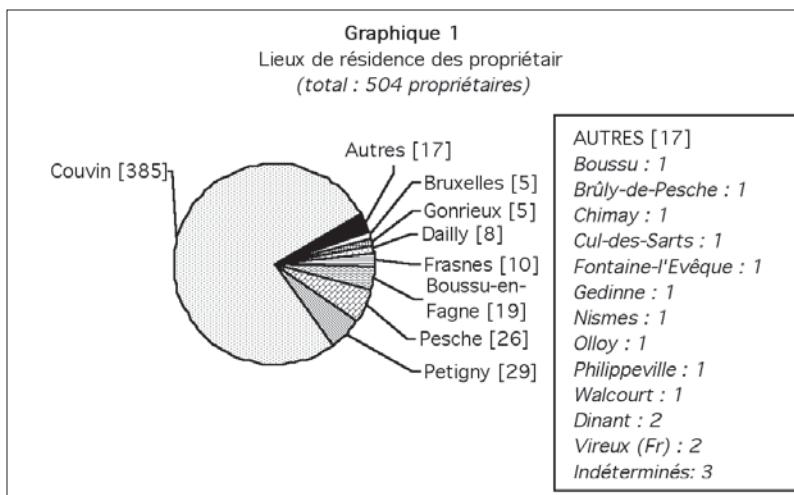
La carte 1 présente la synthèse des affectations du sol à l'échelle de la commune. Elle est le résultat du regroupement de natures de propriétés «cousines» sous une seule appellation. Ainsi, les mentions de *bois*, *bois taillis*, *futaie*, *plantis*, ... ont été rassemblées sous le terme générique *bois*. De même dans le cadre du patrimoine bâti, il est fréquent qu'une parcelle connaisse plusieurs affectations. À titre d'exemple, la parcelle F 612, propriété de Guillaume Dorvillers, comprend «une maison, un bâtiment et une tannerie». Ou encore, la parcelle E 442, appartenant à François-Joseph Ducoffre, contient «une maison, un moulin et une aïssance».

Le territoire de Couvin présente un profil étiré du nord au sud et couvre une surface de plus de 3.300 hectares⁶. Le chef-lieu est situé dans la partie septentrionale. La surface urbanisée ne

représente que 0,79 % de l'espace couvinois (carte 1).

Les bois constituent sans conteste la nature de propriété dominante. Ils se massent au sud de la commune et occupent plus de 65 % du territoire. Principalement constitués en taillis et en futaies sur taillis, ils sont surtout composés de chêne, de charmes et de noisetiers.

Les terres occupent plus de 17 % de la surface totale. On notera encore l'importance des pâtures-sarts, près de 8 % du territoire. Elles connaissent un essartage périodique, avant d'être cultivées à la houe une à deux saisons. Ensuite, ces parcelles sont laissées à la vaine pâture du bétail et en particulier des moutons. La commune en compte d'ailleurs plus de 600 têtes à l'époque. Les prés représentent un peu plus de 5 % du territoire, tandis que jardins et vergers sont situés à proximité directe du centre du village et n'atteignent pas 1 % de la surface totale. Ces derniers sont entourés de haies vives et sont plantés de pommiers, de poiriers, de pruniers et de cerisiers.



Les 3.081 parcelles cadastrales qui composent la commune sont aux mains de 504 propriétaires, qu'il s'agisse de particuliers ou d'institutions *sensu largo*. Outre les citoyens de Couvin, on retrouve également au nombre des possédants, des habitants issus des communes limitrophes. Toutefois, pour l'essentiel, les parcelles sont en grande partie détenues par les Couvinois. 77 % des propriétaires résident à Couvin alors que les 23 % restant se répartissent dans les communes voisines et, plus largement, dans l'Entre-Sambre-et-Meuse (graphique 1).

Par ailleurs, le tableau des professions offre une belle diversité d'activités. Cependant, il n'est pas représentatif de l'ensemble de la structure socioprofessionnelle de la population. Seuls apparaissent les propriétaires. De plus, les documents cadastraux ne fournissent aucun élément quant à la composition du foyer et à la situation professionnelle des autres membres de la famille. En règle générale, le nom du chef de famille apparaît seul. Parfois, une femme est renseignée car elle est veuve ou célibataire. Au cas par cas, quelques indices permettent occasionnellement d'ébaucher une filiation.

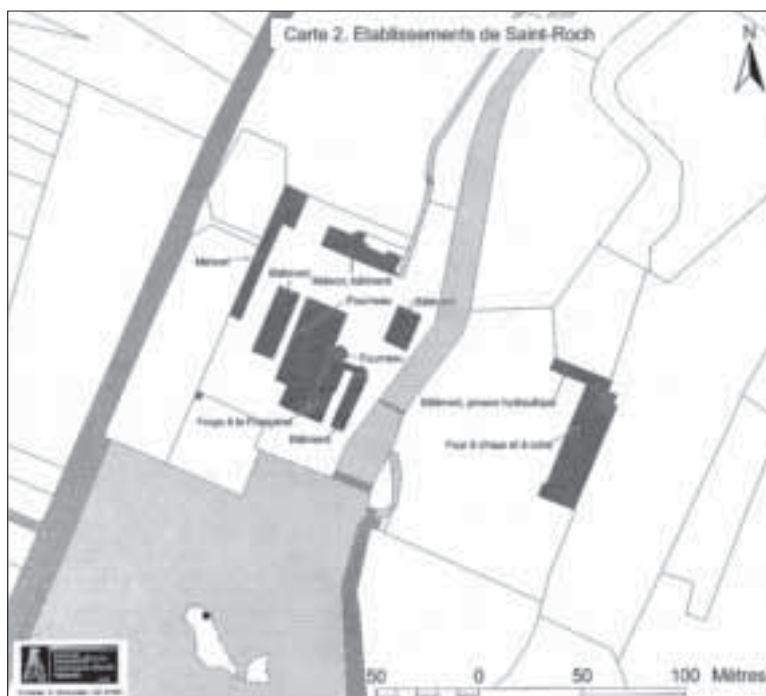
Être «propriétaire» ne sous-entend pas automatiquement être détenteur de son habitation. Quelques cas montrent que des individus ne possèdent qu'un lopin de terre affecté d'un rendement faible. Ceci pourrait laisser supposer que leur activité professionnelle ne leur permet peut-être pas d'envisager l'achat d'une maison. Ils

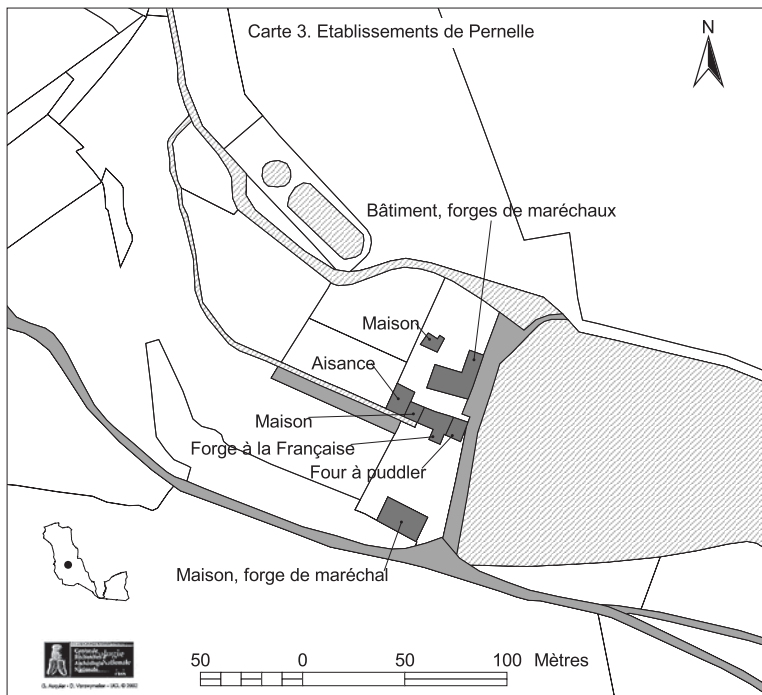
sont contraints de louer leur habitation. Une mention contenue dans le document n° 5 des pièces d'expertise va d'ailleurs dans ce sens et indique que les maisons de Couvin «sont, en général, occupées par les propriétaires, excepté quelques petites maisons de journaliers qui sont louées par conventions verbales [...]»⁷. Bien entendu, cette constatation mériterait d'être approfondie par le dépouillement d'autres sources.

Le patrimoine industriel et les activités artisanales

Dans le dossier n° 5, Poncelet et Dechentinne identifient et localisent six pôles industriels : *Saint-Roch, Sainte-Barbe, La Foulerie, Les Laminoirs, La Platinerie, et Pernelle*. Chaque centre se présente sous la forme d'un vaste ensemble qui s'est constitué par achats successifs au cours du premier tiers du XIX^e siècle.

Les établissements de Saint-Roch (carte 2) semblent avoir fait grande impression auprès des agents du cadastre. Tous les bâtiments «sont de la plus belle et de la plus solide construction, ayant en outre l'avantage d'être situés à proximité de bois considérables et d'être environnés de grands étangs au moyen desquels ils sont activés de manière à ne jamais manquer d'eau». Ceux-ci se composent d'un «four à chaux et cinq masses de four à coak (sic)», d'une «presse hydraulique pour éprouver les câbles de navire» et d'une «forge à la française composée de





deux feux d'affinerie et de deux marteaux avec leur soufflerie», le tout «mû par une roue hydraulique».

Auprès de ces installations se situe la maison de Jean-Baptiste-Charles-Célestin Hanonnet-Gendarme, qui forme à elle seule la première classe des habitations. Elle «est vaste et bien bâtie et réunit à tous ces avantages celui d'être environnée d'un beau jardin et d'assez jolies promenades». De plus, elle «offre pour le propriétaire une résidence aussi avantageuse qu'agréable».

Sur le site de Pernelle (carte 3), l'équipement semble relativement imposant et en constante évolution, les «huit forges de maréchaux nouvellement construites» en témoignent. Sur ce même site, se concentrent un haut fourneau «avec sa soufflerie mue par une roue hydraulique», un atelier «où l'on fabrique des croisées en fer» et une forge à la française «composée de deux marteaux, deux affineries et de deux souffleries, plus deux fours à réverbères et une finisse (ce dernier objet sert à obtenir une 2^e fusion)». À ces lourdes installations s'ajoutent aussi divers bâtiments de stockage du charbon, des fours à puddler ou encore des écuries.

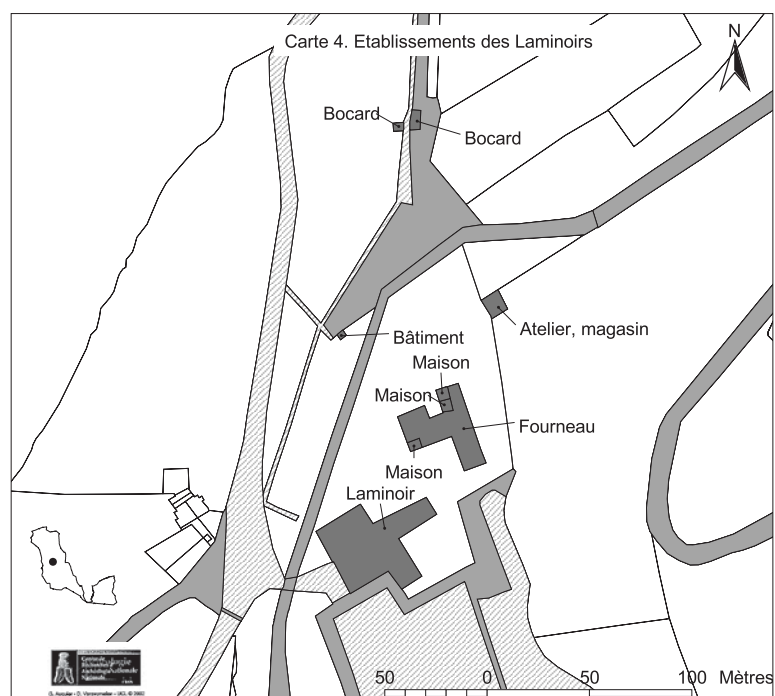
Le site des Laminiers (carte 4) frappe également par son ampleur. Outre les traditionnels magasins, ateliers et bâtiments, les établissements abritent d'imposants laminiers dégrossisseurs

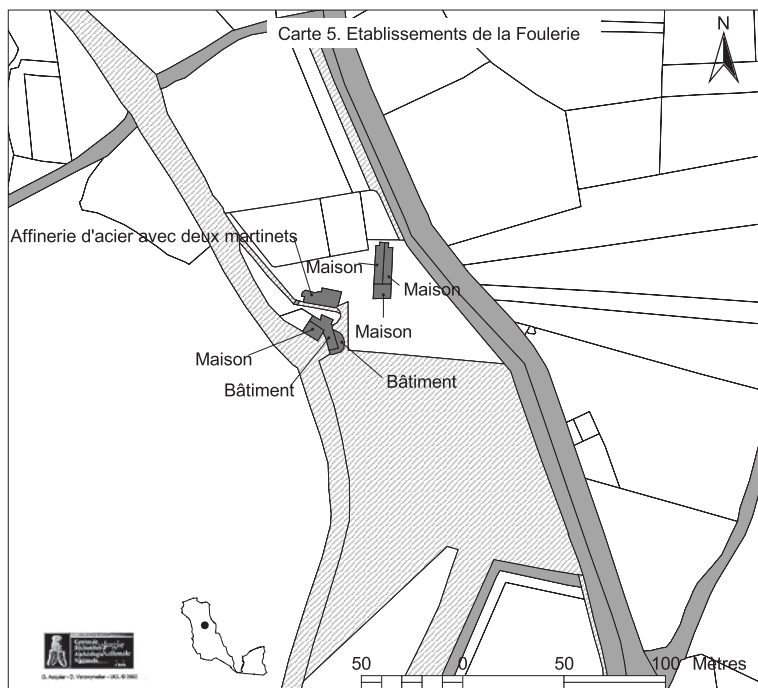
et des «laminiers finisseurs avec leurs fours à réverbère pour fer de grosse dimension [...] et de petite dimension». Une machine à vapeur «de la force de 60 chevaux, un marteau cingleur de la plus grande force, un laminoir pour grosse tôle avec cinq fours à réverbères» complètent l'ensemble. Enfin, d'autres ateliers accueillent le travail des ajusteurs, des «faisers de modèles» et des forgerons.

À côté de ces trois grands ensembles, La Foulurie et Sainte-Barbe apparaissent comme des sites «de moindre importance». À La Foulurie (carte 5), l'activité industrielle se concentre autour d'une affinerie d'acier comprenant «deux marteaux mus par une roue hydraulique, plus un feu d'affinerie et un four de cimentation».

À Sainte-Barbe (carte 6), les établissements comprennent «un atelier où l'on construit des caisses de navires», «un patouillet pour laver la mine, un bocard, un brise-pierre et un tour servant à tourner toute espèce de fonte ouvrée», mais également «un haut fourneau avec soufflerie à pistons mue par une roue hydraulique, un four à réverbère, un magasin à charbon, une machine et un atelier de mouleur de terre avec étuve».

Dans ce tableau, le haut fourneau de La Platinerie (carte 7) est le seul qui n'appartient pas à Jean-Baptiste-Charles-Célestin Hanonnet-Gendarme, mais à Pierre Pochet, maître de forges à Chimay. Il se situe «au milieu des bois», sur le





cours du Ry de Rome «qui lui fournit un bon coup d'eau dont il ne manque que pendant les grandes sécheresses». Il se compose «d'une soufflerie à deux tuyères, mue par une roue hydraulique de 24 pieds de diamètre recevant l'eau par-dessus». Il est en «bon état ainsi que le bâtiment et environné d'un magasin à charbon, d'une pilerie à 16 pilons pour écraser les crasses et d'un brise-pierre, mû aussi par une roue hydraulique».

Dans cette description, les bâtiments appartenant à Hanonnet-Gendarme⁸ ont une place de choix, tant ils ont marqué le passé couvinois de leur empreinte. Il ne faudrait cependant pas en rester là car à côté de ce patrimoine «industriel» coexistaient des installations, peut-être moins impressionnantes, mais tout aussi importantes dans la vie d'une petite bourgade. En effet, dans le premier tiers du XIX^e siècle, Couvin dispose de trois moulins à farine et à écorces, de trois brasseries, de trois petites tanneries, de forges de maréchal et de trois fours banaux. Leur existence est souvent occultée par le «prestige» des installations du «sieur Hanonnet-Gendarme».

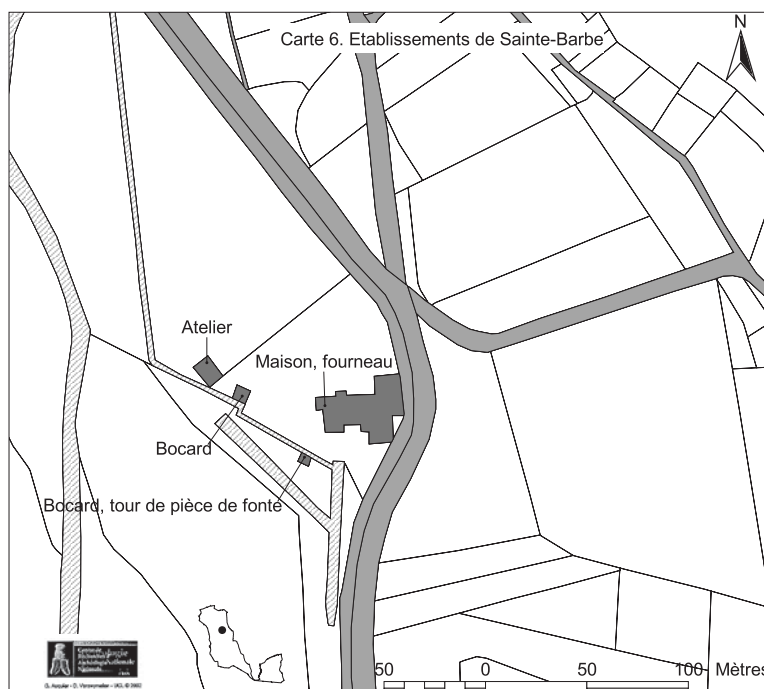
Les bâtiments relevant d'une activité plus artisanale sont décrits comme étant «en bon état», toutes catégories confondues. Ainsi, les moulins appartenant à Nicolas Masuy⁹ sont «bien construits et se trouve[nt] en assez bon état ainsi que

les bâtiments». Comme ceux de Jean Masuy et de Jean-Joseph Desorme, ce dernier est situé sur l'Eau Noire et jouit «d'un bon coup d'eau dont il ne manque jamais». Mais contrairement aux autres, «il n'est composé que de deux tournans recevant l'eau par dessous et de deux couples de meules uniquement destinées à moudre le grain».

Le moulin à farine et à écorces de Jean-Joseph Desorme, «qui le loue par convention verbale depuis nombre d'années à Charles Collignon», est quant à lui «composé de trois tournans recevant l'eau par dessous et de trois couples de meules qui ainsi que le bâtiment se trouve (sic) en bon état. Deux de ces tournans avec deux jeux de meules servent à moudre le grain et les

autres les écorces pour les tanneries».

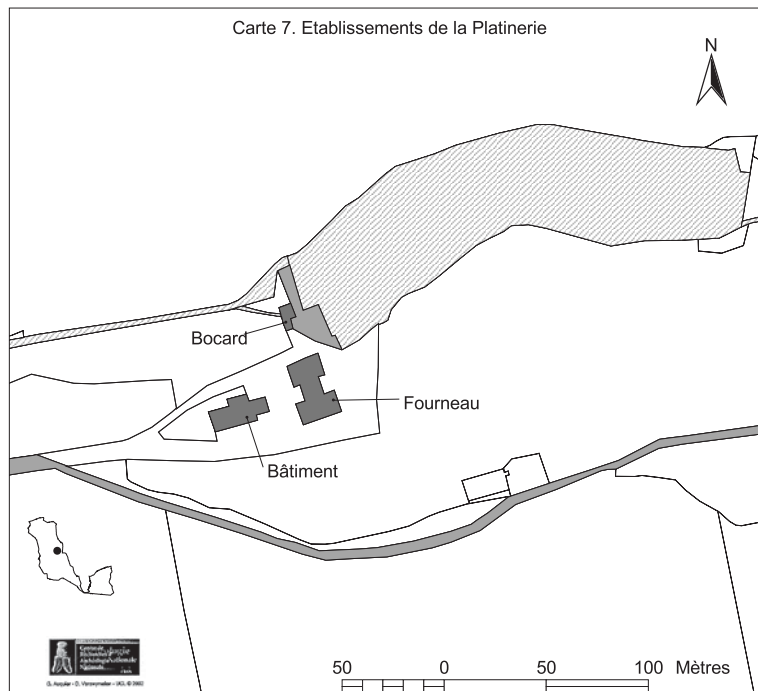
La même démarche descriptive s'applique aux brasseries. À Couvin, elles sont au nombre de trois. Outre les renseignements de type technique et fiscal, on apprend que «celle appartenant au sieur Michel Gauthier, située section F, n° 619» est en «bon état et spacieuse». Elle se compose «d'une chaudière contenant 51 barils, de deux cuves matières dont une à la contenance de 45 barils et l'autre de 37 barils 40 litrons, d'une réfrigérant contenant 15 barils 79 litrons et une pompe». Elle produit «annuellement de 35 à 40 brassins de bière commune qui se consomme dans l'endroit et les environs». Jean-Joseph Desorme possède également une brasserie de moindre importance¹⁰ qui «fait ordinaire-



ment 30 à 35 brassins de bière commune par année». Enfin, la dernière, propriété d'Alexandre Collignon, produit une volume de bière comparable à la précédente.

Les trois tanneries sont, quant à elles, «en assez mauvais état» et peu spacieuses. On y tanne «quelques cuirs du pays». Les deux premières «se composent chacune de deux fosses ayant 7 pieds de profondeur et 7 pieds de largeur et d'un petit pelin». La troisième ne contient «qu'une seule fosse de 4 1/2 pieds de profondeur sur 6 1/2 pieds de largeur plus un petit pelin et des tonneaux où l'on dépose les cuirs».

Enfin, il existe trois fours banaux «dans l'intérieur du bourg» où «les habitants au moyen de la rétribution qu'ils paient au propriétaire vont faire cuire le pain». Ces bâtiments se composent «d'une seule place au rez-de-chaussée où se trouve le four et d'une place au-dessus où l'on dépose les fagots».



Grégoire AUQUIER et David VERZWYMELEN

Assistants de recherche
Université catholique de Louvain

(à suivre)

* ABRÉVIATIONS : AAC : Archives de l'Administration du Cadastre (sauf mention contraire, les références renvoient au bureau du cadastre de Namur, rue Pépin, n° 5) ; AEN : Archives de l'État à Namur ; MF : Ministère des Finances.

1 Pour en savoir plus sur l'historique du cadastre : *Le cadastre belge et l'impôt sur les revenus des biens immeubles. Situation au 1^{er} août 2000*, [Bruxelles], [2000] (Ministère des Finances – Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines) ; F.-C. CARRE, *Recueil théorique et pratique du cadastre belge*, Bruxelles, 1877 ; J. HANNES, «La constitution du cadastre parcellaire. Étude des sources», in *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, 80, 1967, p. 81-90 et J. VERHEST, *De documenten uit de ontstaansperiode van het moderne kadastrer en van de grondbelasting (1790-1835)*, Bruxelles, 1982 (*Miscellanea Archivistica*, XXXI). Pour une utilisation approfondie des sources cadastrales en milieu urbain : L. de SAINT-MOULIN, *La construction et la propriété des maisons, expressions des structures sociales. Seraing depuis le début du XIX^e siècle*, Bruxelles, 1969 (Crédit Communal – Collection «Histoire», in-8°, 21).

2 Le Ministère des Finances dont dépend l'Administration du Cadastre conserve dans ces bureaux régionaux une quantité importante de documents (plans cadastraux primitifs, matrices cadastrales primitives, dossiers d'expertise, ...). Cependant, certains dépôts d'archives de l'État renferment également des documents du cadastre dans un fonds propre, résultat de versements successifs de la part de l'administration. Dans une moindre mesure, on consultera également les archives des communes où quelques éléments peuvent être localisés.

3 Province de Namur, arrondissement de Philippeville. Anciennement : Principauté de Liège (quartier d'Entre-Sambre-et-Meuse), département des Ardennes (F. JACQUET-LADRIER, «Couvin», in H. HASQUIN (dir.), *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, 1 : Wallonie (A-L), Bruxelles, 1980, p. 352-354).

4 D. BROUWERS et F. COURTOY, *Administration du Cadastre (Province de Namur) (1796-1865)*, Bruxelles, [s.d.] (AEN – Instruments de recherches à tirage limité, 6) et D. VAN OVERSTRAETEN, *Inventaire des archives de l'Administration du Cadastre de Namur, 1 : Plans manuscrits (ca 1796 – 1835)*, Bruxelles, 1998.

5 Sur le contexte économique et industriel d'un point de vue général, on consultera : M. BRUWIER, «La prépondérance de la grande industrie en Wallonie», in H. HASQUIN (éd.), *La Wallonie, le pays et les hommes. Histoire, économies, sociétés*, 2 : De 1830 à nos jours, Bruxelles, 1978, p. 93-116. Concernant Couvin : F. BERTRAND, «Le mouvement ouvrier dans le canton de Couvin», in *En Fagne et Thiérache*, 27, 1974, p. 21-47 ; également le dernier numéro richement illustré de la revue locale *Le Couvinois, pays des Eaux blanche et noire*, 3, Couvin, 2000 et W. DEVOS, *Couvin dans la Caestienne, région d'Europe. De Vireux et Hierges à Trélon, par Vierves, Nismes et Chimay*, Bruxelles, 1998 (AGR – Studia, 75).

6 Les chiffres ont été obtenus après le traitement des données issues des diverses sources cadastrales.

7 Nous dresserons la fiche d'identité des dossiers d'expertise dans la seconde partie de cet article. Sauf mention contraire, tous les extraits cités entre guillemets dans le corps du texte proviennent de : AEN, Cadastre, n° 1370, pièces d'expertise n° 5 : *Tableau des classifications des propriétés foncières* (Namur, le 30 mars 1830).

8 Depuis quelques années, ce personnage fait l'objet de recherches particulières menées par M. RENSON, «Hanonnet-Gendarme, un pionnier de la Révolution industrielle», in *Actes du Congrès de Mons. 6^e Congrès de l'association des cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique et LIII^e Congrès de la fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique*, Mons, 2002 (sous presse), dernier article en date.

9 Section F, parcelle 138 (MF, AAC, Tableau indicatif primitif).

10 Section F, parcelle 366 (*Ibidem*).

UNE VISITE DU PIWB À «LA FONDERIE» (MOLENBEECK)

Le 6 avril 2002 a été l'occasion pour l'assemblée générale du PIWB d'être accueillie dans les locaux de l'association «La Fonderie», à Molenbeek. La guidance attentive et enrichissante de M. Jean PUISSANT, son Président, nous a permis de découvrir une nouvelle conception de la présentation du patrimoine social et industriel. Cette association, habilement dirigée par M. Guido VANDERHULT, nous a démontré nombres d'aspects qu'une équipe engagée dans la sauvegarde d'un patrimoine social et industriel trop longtemps négligé pouvait envisager.

Pour commencer, un peu d'histoire

Le site dans lequel est installée «La Fonderie» est celui de la «Compagnie des Bronzes». Elle sera en son temps l'un des fleurons de l'industrie bruxelloise et même belge de ce secteur. Située d'abord au centre ville, en 1852, près de la cathédrale Sainte-Gudule, elle sera transférée, en 1869, à Molenbeek, principalement pour des soucis d'argent, le terrain y étant moins onéreux et d'autres entreprises s'y installant, créant ainsi ce qui allait devenir, la légende du «Manchester Bruxellois». Ce surnom trouve son appellation justement amplifiée par les déboires économiques qui marqueront les décennies futures.

Entre temps, la «Compagnie des Bronzes» développe son activité au point de devenir le leader belge en son domaine : les Lions de la Colonne du Congrès à Bruxelles mais aussi, «Li Torê» des Terrasses (œuvre de Mignon) et outre-



Fig. 1 : l'entrée principale et, au fond, la halle des tourneurs.
© La Fonderie, Bruxelles, photo C. Chapelle.

atlantique des œuvres prestigieuses dont parmi beaucoup d'autres, les grilles du Zoo de New York. La Fonderie conserve encore le plâtre du jeune Abraham Lincoln en jeune homme portant des livres de lois, une statue commandée par la banque *Lincon Life Insurance* en Indiana (sculpteur Paul Mancip, en 1931). Pour la petite histoire signalons qu'il est surnommé affectueusement le «Gamin» par le personnel de «La Fonderie».

Rachetés en 1983, après sa faillite, par la Communauté Française, les terrains de l'en-

treprise accueilleront très vite «La Fonderie», alors, et toujours, considérée comme le *Centre d'histoire et d'actualité économique et sociale de la Région bruxelloise*, fondée en synergie avec l'association de quartier «La Rue». Elle rouvrit ses portes comme «Musée bruxellois de l'industrie et du travail» le 7 septembre 2001.

Le plâtre du jeune Lincoln ouvre le parcours d'une première exposition dans la halle des tourneurs (fig 1) : «l'EXPOSITION-MANIFESTE», encore visible jusqu'au début de l'automne 2002. Exposition qui comporte 11 thèmes, chacun



Fig. 2 : La halle des tourneurs en pleine activité au début du XX^e siècle.
© Photo La Fonderie, Bruxelles.

choisi en fonction d'une relation que le spectateur est engagé à établir entre des réalités de la vie sociale et ouvrière de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles et sa mémoire actuelle. Nous avons été impressionnés entre autres par l'ambiance qui régnait dans cette halle des tourneurs et dont les effets, restitués, sont toujours sensibles à nos oreilles lors de la mise en route

des machines (fig. 2). De même, l'exposition conjointe de poêles Nestor-Martin (entreprise «capitaliste») et de ceux de la firme Godin (favorisant le «familistère» et l'utopie sociale) ne peut qu'interpeller le visiteur sur la qualité ou les défauts de tel ou tel système. Vestige du quai aux Foins, la roue à charge, probablement datée du XVIII^e siècle n'est pas non plus un élément à

négliger, pas plus que la linotype qui nous met en rapport avec la presse ouvrière et sociale du début du XX^e siècle. Une exposition interactive qui ne devrait laisser personne indifférent.

Les salles de l'étages sont toutes prêtes à accueillir des séminaires, colloques ou autres expositions temporaires. Elles constituaient

l'ensemble des bureaux des dessinateurs et concepteurs.

Ce musée est encore, *dixit* M. VANDERHULST : «un musée en mouvement et en devenir» qui se prépare pour l'instant à de prochaines activités mais qui se refuse à se figer en un éco-musée. On ne peut que louer le courage de cette institution surtout face au désintérêt relatif de la part de certains pouvoirs publics.

Certaines de ces salles sont dès à présent réservées à une prochaine exposition qui nous présentera l'œuvre de trois artistes ayant pour thème «FRICHES INDUSTRIELLES entre mémoire et avenir». Des photographies de Sandy NOYES, pour l'Ecomusée du Creusot-Montceau (France), de Garielle BASILLICO (Museo dell'Industria e del lavoro, Communo di Sesto San Giovanni (Italie) et de Tonio MUNOZ (La Fonderie, 1080 BRUXELLES). Ces trois musées ont mis en commun leurs œuvres pour qu'un regard nouveau soit apporté à ces friches : fatalité ou espoir de mémoire. La photo de la cokerie du Marly (fig. 3), illustre le logo de cette nouvelle exposition visible dès ce mois de juin.

La Fonderie se veut avant tout un musée interactif d'où toutes les facettes du mondes industriel et social bruxellois pourront être explorées et exposées. Elle est ainsi partenaire pour Tour et Taxis et offre l'occasion de découvrir le patrimoine industriel de Bruxelles notamment via ses eaux et son port, grâce à sa péniche LA GUEUSE. (fig. 4) et par bien d'autres moyens encore. Les aides financières



Fig. 3. : la cokerie du Marly qui sert de logo à la prochaine exposition sur les friches industrielles.
© La Fonderie, photo A.L. Munoz Valenyucla.



Fig. 4 : la Geuse, la péniche qui permet, en groupe, de découvrir le port de Bruxelles.
© La Fonderie, Bruxelles, photo C. Chapelle.

ne suivent malheureusement pas; seule l'aide de la Communauté française et les entrées internes permettent de financer deux emplois permanents, le reste du personnel devant se satisfaire de contrats précaires ou de bénévolat.

La Fonderie constitue aussi un centre de documentation des plus riches. Outre une bibliothèque très complète, elle abrite aussi une photothèque et une diathèque comprenant près de 60.000 documents iconographiques. L'association édite aussi *Les nouvelles de La Fonderie* ainsi que la collection thématique *Les dossiers de La Fonderie*.

Au moment de mettre sous presse cet article, il nous revient que M. Guido VANDERHULST a reçu le prix Eurotary 2002, remis en présence de M. le Député-Bourgmestre Philippe MOUREAUX, pour son action de revalorisation et d'amélioration des conditions de vie dans le centre historique de Molenbeek, grâce à sa collaboration avec l'association de quartier «La Rue» depuis 1976. Nous l'en félicitons.

Le centre de documentation est ouvert sur rendez-vous : mardi, mercredi et vendredi de 12h. 30 à 16h. 30 ainsi que le mardi matin de 9h. 30 à 12h. (Documentaliste : Mme Ines PERSOONS (02/413.11.81).

Pour les parcours, notamment sur LA GUEUSE, réservations et informations au 02/410.99.50.

Pierre Mary VÊCHE

Pour tous renseignements :

La Fonderie (Musée bruxellois de l'Industrie et du Travail)

Rue Ransfort, 27 - 1080 BRUXELLES

Tél. : 02/410.10.80 - Fax : 02/410.39.85 - E-mail : lafonderie@freegates.be.

LE VLAAMS TRAM-EN AUTOBUSMUSEUM D'ANVERS

A l'invitation de nos homologues néerlandophones, le SIWE, partenaires flamands au sein du TICCIH-Belgium, a invité ce 8 juin le PIWB à une visite du Vlaams Tram-en Autobusmuseum à Anvers-Berchem. Après une réunion du Conseil d'Administration et un repas dans un restaurant judicieusement choisi par notre collègue Patrick VIAENE, nous avons eu droit à une longue et passionnante visite de ce musée par son directeur et conservateur M. Eric KEUTGENS. Nous reproduisons ici le texte de présentation de ce musée que nous a fait parvenir P. VIAENE en espérant qu'il incitera ceux qui n'étaient pas des nôtres à en faire la visite un jour prochaine. PIWB se propose de rendre la pareille au SIWE en automne prochain, sans doute au musée liégeois du transport.

La Rédaction.

Le musée actuel fut inauguré officiellement le 5 mai 2001, mais a eu une longue période de quarante ans de préparation !

En effet, en 1961, fut fondée l'association «*Vereniging voor het trammuseum*». En 1962, l'exploitation du «*Buurtspoorwegmuseum de Scheepdaal*», situé entre Bruxelles et Ninove, fut attribuée à cette association. Bien que dans des locaux trop restreints, c'est donc à Scheepdaal que furent exposées les

premières acquisitions de l'association.

En 1982, le «*Vereniging voor het trammuseum*» fait un grand pas en avant : grâce au soutien de la commune d'**Edegem**, la MIVA (Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Antwerpen) et le Ministère des Transports **Antwerps Tram-en Autobusmuseum**, un nouveau musée est créé dans la périphérie anversoise, à Edegem, dans un ancien fort militaire. Suite à la régionalisa-

tion des années 80, il fut décidé de créer en 1991, l'Asbl **Antpwers Tram-en Autobusmuseum** (à Edegem).

Finalement, le 15 janvier 1999, **De Lijn** (la Société flamande à comparer au TEC wallon a pris l'initiative de créer le **Vlaams Tram-en Autobusmuseum** (Moniteur du 26-08-1999, n° 12216).

Le bâtiment du musée actuel est appelé «**Tramloods Groenenhoek**» («Dépôt de



Une vue de l'entrepôt du VTA.
© VTA.



Le groupe du PIWB lors de la visite guidée par M. Eric Keutgens.
© Patrick Viaene.

Trams du Coin Vert»). Il date de 1912-13 et est classé comme monument historique depuis 1996. Sa superficie est de 4.600 m² et le bâtiment constitue un remarquable témoin de l'architecture industrielle du début du XX^e siècle. Les 21 voies actuelles (1965-66) permettent toujours la circulation des véhicules vers l'extérieur - par le rail, sur le réseau de la ville d'Anvers. La

forge, les anciens postes d'entretien... tout est resté intact.

La collection comporte plus de 50 trams et autobus restaurés, dont bon nombre «*en état de marche*». Parmi les pièces les plus remarquables : le premier tram électrique d'Anvers (1899), un tram ouvert (d'été) gantois de 1909, un tram à vapeur, des autobus de la première génération.

Le musée relate par de nombreux documents et photos, la vie sociale des constructeurs, conducteurs et de la clientèle des trams et bus à partir de la fin du XIX^e siècle. Il dispose d'un centre de documentation et d'archives très important.

Patrick VIAENE

Renseignements :

Vlaams Tram- en Autobusmuseum
Diksmuidelaan 42 - 2600 Anvers-Berchem
Tél. : 03/322.44.62 - Fax : 03/322.72.42

REUNION TICCIIH - INTERNATIONAL

SECTION "MINES"

Barcelone : 11, 12, 13 et 14 avril 2002

Sous la direction d'Eusebi Casanelles, Président de TICCIIH International, une trentaine de spécialistes ont échangé leurs expériences et leurs projets concernant le monde minier.

Ecosse, Mexique (mines d'or et d'argent), Asturies (or, fer), Portugal (Cuivre, soufre et zinc), France centre de Oignies qui va être transformé en un centre de rencontres), Slovénie, Norvège (mines d'argent).

Les différentes visites nous ont permis de découvrir des sites miniers situés dans la région de Barcelone.

La mine préhistorique de Gava située à quelques kilomètres de Barcelone a été exploitée il y a 6.000 ans, à l'époque néolithique. Elle a été aménagée il y a deux ans et fait partie d'un ensemble comprenant un musée et un chantier de fouille.

La visite de la mine de lignite de Cercs nous a conduit aux pieds des Pyrénées. Cette mine a fermé en 1991 et est aménagée en centre de visite depuis deux ans. Une galerie horizontale de 400 mètres, que l'on peut parcourir en train, permet de découvrir le monde souterrain. Sur le trajet du retour, un mini parcours spectacle et un musée complètent le complexe. Il faut souligner une formidable réhabilitation de la cité ouvrière; transformée en lieu de vacances et de résidence avec restaurants. Les maisons ouvrières ont été



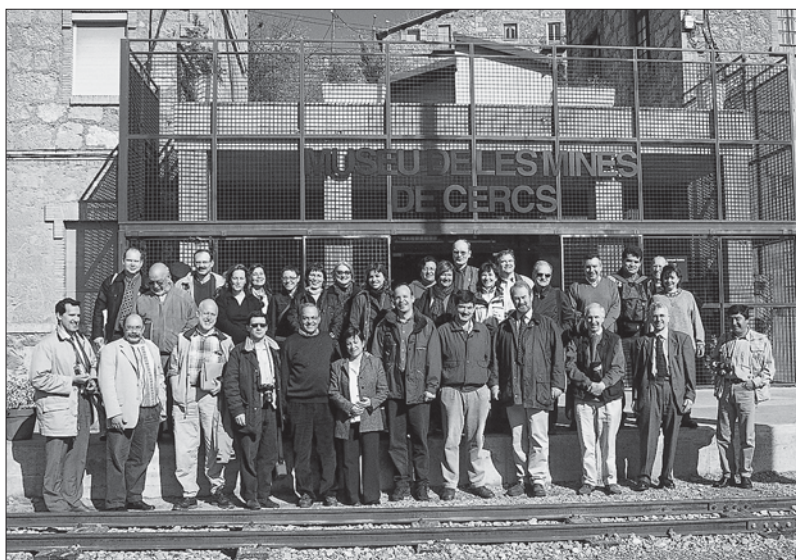
Mine de sel de Cardona, salle des machines d'extraction. Accueil des participants.
© Matamala.

Il s'agissait de représentants de la section "Mines, une des sous-sections de TICCIIH International.

Le colloque était organisé au départ du Musée des Sciences et des Techniques de Catalogne à Terrassa (50 kms de Barcelone) dont la direction est assurée par Eusebi Casanelles. Ce musée occupe les anciens bâtiments d'une usine textile transformée en musée mais aussi en lieu de rencontre et de formation. Ce musée a choisi de traiter trois thèmes différents : la science, le textile et le transport.

La première partie du colloque fut consacrée aux récits d'expériences de réhabilitation de sites dans différentes régions :

Une présentation a également été faite d'un document reprenant la Liste Internationale des Sites Miniers dans laquelle on retrouve notamment le site du Grand-Hornu.



Le groupe de participants devant la mine des Cercs.
© Matamala.



Avant la visite souterraine de la mine de Cercs.
© Matamala.

puits. Un circuit horizontal conduit dans différentes salles, d'une richesse de couleurs merveilleuses.

L'équipe de TICCIH Belgium a unanimement apprécié ce programme, en a tiré bon nombre d'enseignements et félicite Eusebi Casanelles et son équipe pour l'organisation de cette rencontre, riche en découvertes.

Jean DEFER

conservées et magnifiquement restaurées. Un exemple !

La mine de sel de Cardona, fermée en 1990, était exploitée grâce à deux puits qui atteignaient jusqu'à 760 mètres de profondeur. Il est possible de visiter la salle des machines et une salle d'interprétation sur le sel et ses dérivés. Une jeep conduit les visiteurs dans la vallée qui se trouve 100 mètres en-dessous du niveau du



Cité ouvrière de la mine de Cercs.
© J. Defer.



Les congressistes à la mine de sel de Cardona.
© Matamala.

Connaissez-vous l'asbl SIWE ? C'est le partenaire flamand du PIWB au sein du TICCIB-Belgium. SIWE s'efforce d'opérer comme plate-forme pour les nombreuses organisations locales qui se préoccupent du patrimoine industriel. SIWE veut dire : «*Stichting voor Wetenschappelijk en Industrieel Erfgoed*» ou «*Fondation pour le Patrimoine Scientifique et Industriel*». L'asbl fut fondée en 1996. SIWE est (depuis 1997) éditeur de sa propre revue et, depuis 2002, d'une lettre de contact pour ses membres (120 en 2002). La cotisation de base est de 12,50 Euro pour une année. Adresse : SIWE, Stapelhuistraat 15, 3000 Leuven. Téléphone : 016/58.43.42. Vous pouvez en savoir plus à propos des objectifs et des activités de la SIWE en consultant le site internet : www.siwe.be Courriel électronique (E-mail) : info@siwe.be. Une des expositions majeures de 2002 à propos du patrimoine industriel en Flandre a lieu momentanément à

Anvers. Cette exposition (accessible jusqu'au 1^{er} septembre 2002) comporte en fait trois parties distinctes :

1. «*Stroomversnelling*», le port d'Anvers de 1880 à nos jours, présentée au Hessenhuis, Falconrui 53, Anvers (centre-ville).
2. «*Emigrants*», présentée au Musée de la Navigation au «Steen».
3. «*Le quartier du port*», présenté au Musée du Folklore, situé près de la Grand-Place.

Le tout est organisée par la Ville d'Anvers et par le MAS (Museum aan de Stroom, un nouveau musée qui (sauf problèmes majeurs) devrait ouvrir ses portes (entre les docks Willem et Bonaparte) dans les trois ans.

Tél. : 03/206.03.57 - E-mail : museumaandestroom@stad.antwerpen.be Http : <http://museumaandestroom.antwerpen.be>.

NOUVELLES DE LA FLANDRE

Pour conclure ce premier épisode de «**nouvelles de Flandre**», une toute nouvelle publication est très originale : l'auteur principal de «*De muis & de muze : internet, geschiedenis en volkscultuur in Vlaanderen en Nederland in de 21^{ste} eeuw, IA@WWW in.BE en .NL*» est Peter Scholliers. Il s'efforce de dresser un bilan des nombreux sites internet concernant l'archéologie industrielle et le patrimoine industriel de Belgique et des Pays-Bas. Editeur : Vlaams Centrum voor Volkscultuur (Bruxelles 2002), ISBM : 90-77094-03-2. Coordonnées de l'éditeur : rue Galilée 76/2, 1030 Bruxelles. Tel. : 02/243.17.30 - E-mail : info@vcv.be - Site internet : www.volkscultuur.be.

Patrick VIAENE

NOUVELLE BRÈVE

Le bulletin du PIWB n° 47 de juillet 2001 (pp. 8-9) a signalé l'activité de l'Association des Anciens de la Providence à Réhon (Meurthe-et-Moselle) près de Longwy, qui vient de publier *La Providence - Réhon, n° 1, 1865-1875*, 2002, DIN A-4, 56 pp., nb. ill., tableaux, schémas, cartes, photos n.-bl., une plaquette d'histoire industrielle locale, de présentation très agréable, qui concerne indirectement la société-mère belge, La Providence de Marchienne-au-Pont.

L'auteur et éditeur responsable, M. R. GIULIANI, rue de Walferdange 26, F-54260 Longuyon, a utilisé principalement les livres comptables (3 journaux totalisant 1.500 pp. manuscrites par le scrupuleux comptable Constant AMANT), les copies de lettres du régisseur de l'usine («Copies d'un autre âge faites en pressant sur la lettre manuscrite une feuille de papier pelure et une toile humide. La reproduction à l'envers se lit à l'endroit par transparence.» p. 1) et des plans d'usine d'avant 1900.

A plusieurs endroits, il est fait allusion à l'influence belge (et pourrait-on dire à la culture d'entreprise) : les habitudes belges privilégient l'usage de la brique plutôt que celui de la pierre calcaire de Lorraine; la compétence belge se concrétise dans les recours à des travailleurs qualifiés, notamment dans la construction (surtout de hauts fourneaux et d'appareils à air chaud ou cowpers).

La décennie envisagée englobe la défaite militaire de 1870-1871, dramatique pour l'entreprise.

Comme le titre l'indique, cette publication sera suivie d'autres.

Claude CHRISTOPHE

Association sans but lucratif fondée en 1984
siège social :
Halles du Nord
Rue de la Boucherie 4
B- 4000 LIEGE (BELGIQUE)
Tél. : 04/221.94.16 ou 17
Fax : 04/221.94.01
E-mail : claud.gai@musedarmes.be

Conseil d'administration

Président : Jean DEFER
Vice-présidents :
Claude GAIER
Jean-Jacques VAN MOL

Secrétariat :
Grand Hornu Images asbl (Françoise
BUSINE et Maryse WILLEMS)

Trésorier : Jacques CRUL

Membres :
Marinette BRUWIER, Claude-M.
CHRISTOPHÉ, Jean-Louis DELAET,
José DUPONT, Luc-F. GENICOT,
Jean-Claude SCHUMACHER, Guido
VANDERHULST, Eric WARTE

Cotisations annuelles

Membre individuel effectif : 12,50 €
Associations culturelles : 18,50 €
Associations commerciales : 25 €
Membres protecteurs : 75 €

A verser au compte 068-2019930-29 de
l'A.S.B.L. Patrimoine Industriel Wallonie-
Bruxelles, rue de Feneur 71, 4670 BLEGNY

Bulletin périodique trimestriel

Publié avec l'aide de la Communauté Française

Editeur responsable :
Claude GAIER
rue F. Lapierre, 35/11
B- 4620 FLERON

Secrétariat de rédaction :

Jean-Pierre HENDRICKX
rue Defalque, 69 - 1490 COURT-SAINT-ETIENNE
Pierre Mary VÊCHE
rue du Val Saint-Lambert, 8/101
1348 LOUVAIN-LA-NEUVE
Tél. 010/45 04 76
E-mail : pierre.veche@belgacom.net

TABLE DES MATIERES

Étude : L'apport des sources cadastrales primitives à l'étude du patrimoine industriel couvinois. Première partie : Couvin vers 1830 par Gr. AUQUIER et D. VERZWY-MELEN P. 2

Reportages :

Une visite du PIWB à «La Fonderie» (Molenebeek), par P.M. VÊCHE P. 8
Le Vlaams Tram-en Autobus Museum d'Anvers, par P. VIAENE P. 11
Réunion TICCHIH-international à Barcelone (section «mines»), par J. DEFER P. 13

Nouvelles de Flandre :
par P. VIAENE

P. 15

Nouvelle brève

P. 15